

ArcelorMittal

Nationalisation du secteur sidérurgique sous le contrôle des travailleurs !

Combien de trahisons et de mensonges de la part du patronat et des autorités ? Combien de sacrifices pour les travailleurs ? Tout ça pour arriver à la fermeture ?! Voilà le mépris et l'arrogance du capitalisme. Pourquoi poursuivre avec cette logique ? Un secteur aussi vital que celui de la sidérurgie, ou encore de la finance ou de l'énergie, devrait être placé sous le contrôle démocratique de la collectivité. Pourquoi Mittal est-il en droit de définir quel sera notre avenir et celui de nos enfants ?

Le front commun syndical est allé protester auprès du formateur Di Rupo : l'Etat a pu dégager 4 milliards d'euros pour sauver les spéculateurs et les actionnaires de Dexia. Ce n'est pas la première fois que les banques profitent des caisses de la collectivité. Pourquoi l'arme de la nationalisation ne peut-elle pas être utilisée pour la sidérurgie ? Pour sauver les emplois, pas les profits des actionnaires.

Pourquoi notre sueur doit-elle servir LEURS profits?

Depuis la faillite des Forges de Clabecq en 1997, on a dit aux métallos que la sidérurgie était condamnée. "Faut se faire une raison "camarades"... Le seul espoir, c'est un repreneur privé". Combien de fois a-t-on entendu ce refrain ? Attirer ce "privé" passe évidemment par la flexibilité ou des concessions salariales. Et des cadeaux au patronat, on en a vu défiler. Combien d'argent est parti dans les caisses des super-riches alors que nos écoles étouffent, faute de moyens ? Et nos pensions, nos routes, nos hôpitaux ? On nous a fait payer de tous côtés, et encore une fois maintenant ?

Il faut chercher une autre logique. "Un âne ne butte jamais deux fois sur la même pierre", dit le proverbe. N'entretenez aucune illusion envers le privé, il n'a pas de solution pour nous. Une seule chose peut sauver nos emplois : retirer l'outil des griffes du privé pour le placer aux mains de la collectivité. Attention, pas pour le refourguer au privé ensuite ! Pourquoi collectiviser les pertes et privatiser les profits ? Nous avons déjà connu cette situation dans les années 1980-1990, avant la vente à Usinor, avec une forte implication du gouvernement wallon, qui attendait de tomber sur un repreneur privé.

Nationaliser : Impossible ? Et comment ?

Pour le ministre wallon Jean-Claude Marcourt, c'est "impossible pour l'Union européenne". Seule une reprise de la part d'un opérateur industriel pourrait sauver la phase à chaud. Mais ArcelorMittal devrait la céder à un concurrent. Les directives européennes contre les nationalisations ont été levées en 2008 pour que les États membres courent porter secours aux banques. Pourquoi pas pour sauver l'emploi ?

Les déclarations de Marcourt & Co illustrent qu'on ne peut pas compter sur les politiciens traditionnels pour nous aider. Si on parvenait à arracher la nationalisation par la lutte, il faudrait éviter à tout prix de laisser de tels énergumènes gérer une sidérurgie nationalisée. La manière dont est actuellement géré le public (la SNCB par exemple) est un argument massue pour dire : non merci ! Cette fois-ci, on aimerait bien que ça fonctionne...

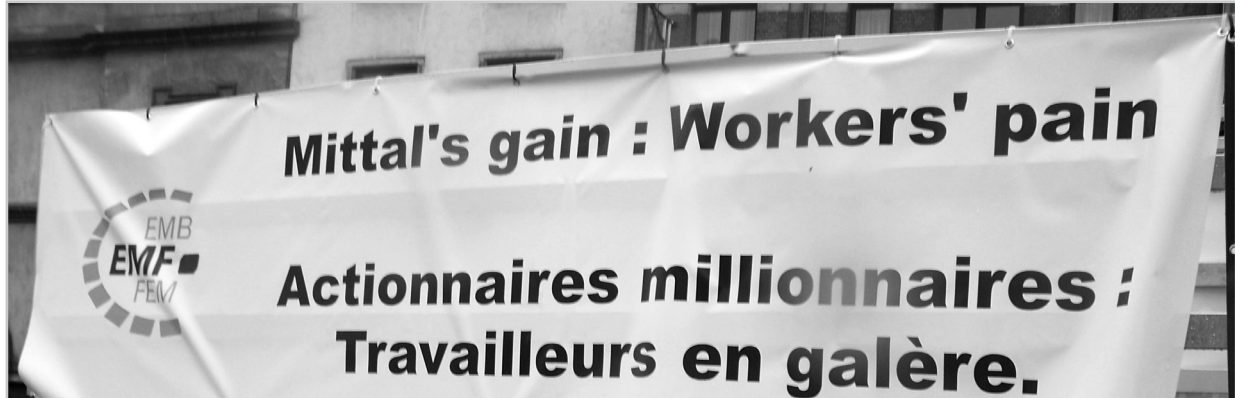
Nationaliser, sans rachat ni indemnité, sous le contrôle des travailleurs et de leurs familles !

L'impact de la sidérurgie sur la région est tel qu'il justifie pleinement le rachat de l'outil par les autorités. Mais pourquoi racheter ? La collectivité a suffisamment été volée par ArcelorMittal. En plus des très généreux cadeaux fiscaux, 236 millions d'euros ont été accordés pour les quotas de CO2, la Région wallonne a investi 20 millions en recherche scientifique à destination d'ArcelorMittal,... Il faut même réclamer de l'argent !

ArcelorMittal n'est pas un évènement isolé. Partout dans le monde, les travailleurs et les jeunes entrent en action contre ce système qui n'agit qu'en fonction des profits. Ils occupent les grandes places et les gèrent sur base d'assemblées générales. Pourquoi, après l'occupation des places en Egypte, en Espagne, en Grèce, à Wall Street, ne pas commencer à occuper notre entreprise.

La seule réponse, c'est la nationalisation du secteur entier, sans rachat ni indemnités, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la collectivité. Cela signifie que les métallos, qui connaissent parfaitement leur entreprise, forment un collectif de direction démocratique.

**Comment pouvons nous concrétiser cette idée ?
Par une occupation de l'entreprise
et par la formation d'un comité de lutte démocratique,
basé sur des assemblées générales souveraines !**



IL FAUT UNE LUTTE INTERNATIONALE

Au Luxembourg, ArcelorMittal vient d'annoncer la fermeture "provisoire" de l'aciérie et de l'un des deux laminoirs de Schifflange. 600 métallos vont se retrouver dans une "cellule de reclassement" et d'innombrables emplois seront perdus chez les sous-traitants. En France, le site de Florange-Hayange est menacé de fermeture : 1.100 ouvriers au chômage technique et au moins 400 intérimaires aux contrats résiliés. D'autres sites sont encore menacés à travers l'Europe, tandis que les conditions de travail sont attaquées partout dans le groupe.

**Aucune confiance
dans le futur gouvernement !**

Leterme l'avait déjà dit : on ne peut pas économiser 2-3 milliards d'euros par an sans toucher à la "population". Les 10 milliards d'euros qui devront être trouvés l'an prochain le seront sur le dos de notre bien-être.

VOLER AUX PAUVRES POUR DONNER AUX RICHES

Quelle alternative ? En 2009, les entreprises ont réalisé 94 milliards d'euros de profit avant imposition en Belgique, et n'ont payé que 11 milliards d'euros d'impôts (soit un taux de 11,8%). Est-il irréaliste de penser faire un effort à ce niveau-là ?

Selon les quatre partis traditionnels, c'est hors de question. Dès qu'on parle d'impôt sur la fortune, ce ne serait "pas applicable parce qu'il n'y a pas de cadastre sur la fortune". Si les négociateurs essayent de soulever la question de la hausse de la taxe nucléaire à 750 millions d'euros, le patron de GDF-Suez-Electrabel menace de bloquer tous les investissements en Belgique. Le sommeil des plus riches ne sera pas perturbé par l'austérité...

Contre cette logique, nous avons besoin d'une bonne riposte syndicale. Le SETCa a soulevé la question d'une grève générale contre l'austérité, et c'est une excellente initiative. Mais le combat syndical doit avoir un prolongement politique.

Cette fois-ci, le premier ministre sera PS. A quel point le programme d'économies sera-t-il différent? EN Flandre, un nouveau mouvement socialiste a été lancé : 'ROOD!' Cette initiative a été

prise par SP.a-Rood, l'aile gauche dont le porte-parole Erik De Bruyn avait reçu 33% des votes aux élections présidentielles du SP.a en 2007. Ce groupe était arrivé à la conclusion qu'il est impossible de rendre le SP.a plus à gauche ou plus démocratique.

Chaque jour, nous sommes harcelés par la propagande des riches, sans que personne n'y réponde. Nous ne disposons plus d'un parti qui se batte pour défendre nos droits.

Le PSL pense qu'un tel parti, avec des syndicats combattifs, est nécessaire pour mettre fin à la casse sociale.
CONTACTEZ-NOUS !



PSL - Parti Socialiste de Lutte
02/345.61.81
www.socialisme.be - info@socialisme.be